

REPUBLIQUE FRANÇAISE
COMMUNE DE MONTREUIL-SUR-MER

Arrêté temporaire n°237/2025
portant réglementation de la circulation et du stationnement
Place du Général De Gaulle (Montreuil-sur-Mer)

Monsieur Pierre Ducrocq, Maire de Montreuil-sur-mer,

- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1 et L 2213-1 et suivants ;
- Vu le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28 et R. 417-11 ;
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- Vu l'instruction interministérielle et notamment les articles livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;
- Considérant que l'organisation des travaux réalisés par l'entreprise SAS LIGNIER, Place du Général De Gaulle, du jeudi 04/12/2025 au vendredi 05/12/2025, nécessite de prendre des mesures temporaires pour garantir la sécurité, la circulation et le bon ordre sur la voie publique ;
- Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police, de réglementer la circulation et le stationnement sur la voie publique,

ARRÈTE :

Article 1 : Du jeudi 04/12/2025 au vendredi 05/12/2025, face au N°58 Place du Général De Gaulle :

- Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur les trois premières places de stationnement face au N°58. Ce stationnement est réservé à l'entreprise Lignier SAS ;
- Une déviation pour les piétons est mise en place via le trottoir opposé.

Article 2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par l'entreprise SAS LIGNIER Parc d'Activités 62170 Campigneulles-les-Petites.

Article 3 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 : Madame la Directrice Générale des Services, la Gendarmerie Nationale, les Services Techniques et tous les Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté exécutoire de plein droit dès qu'il a été procédé aux formalités de publication.

Article 5 : Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Montreuil-sur-mer, le 04 décembre 2025,

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint au Maire, Philippe OLIVIER

Publié et déclaré exécutaire

Le 04 DEC. 2025



[Signature]